



CHAPITRE 20

LOI CONCERNANT LE DÉPARTEMENT DU TRÉSOR

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Titre abrégé. Loi du département du trésor.*

SECTION I

DU TRÉSORIER ET DE SES FONCTIONS

2. Le trésorier de la province a l'administration et la direction du département du trésor. S. R. (1909), 796. Administration du trésor.

3. Ses attributions sont les suivantes:

1° Il avise la couronne sur les matières financières et spécialement sur les recettes et dépenses du gouvernement; Attributions du trésorier.

2° Il est chargé de l'élaboration du budget et de la proposition des voies et moyens. S. R. (1909), 797.

4. Ses fonctions, devoirs et pouvoirs sont les suivants: Fonctions, devoirs et pouvoirs du trésorier.

1° Il a la surveillance, le contrôle et la gestion de tout ce qui se rattache aux affaires financières, aux revenus et dépenses et aux comptes publics de la province, et qui n'est pas ou en autant qu'il n'est pas, par la loi ou par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, assigné à un autre département du gouvernement;

2° Il a les fonctions, devoirs et pouvoirs qui, au temps de l'Union, étaient respectivement imposés ou accordés par la loi au ministre des finances et au receveur général de l'ancienne province du Canada, en tant qu'ils sont compatibles avec la division des pouvoirs établie par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, entre le gouvernement du Canada et celui de la Province, et qui n'ont pas été modifiés ou affectés depuis;

3° Il a le contrôle et la direction du bureau général de dépôts de la province;

4° Il est chargé de surveiller l'exécution des lois concernant les compagnies d'assurance, les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables; et il a le contrôle et la direction de l'inspection de ces compagnies et sociétés;

5° Il a, de plus, les autres fonctions, devoirs et pouvoirs qui ne sont pas incompatibles avec quelque loi de la province et qui peuvent, de temps à autre, lui être assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 798.

Estimations
budgétaires.

5. Les estimations budgétaires soumises à la Législature doivent être pour les services dont la liquidation doit s'effectuer dans le cours de l'année financière ou durant telle autre période de temps que ces estimations entendent expressément couvrir. S. R. (1909), 799.

Contenu des
estimations.

6. Les estimations budgétaires doivent contenir, dans une colonne, les crédits statutaires qu'il n'est pas nécessaire pour la Législature de voter année par année, et, dans une autre colonne, les montants respectifs requis pour tout service en addition aux crédits statutaires, ou autrement suivant le cas, et pour lesquels un vote de la Législature est requis afin d'en autoriser la dépense. S. R. (1909), 800.

SECTION II

DU PERSONNEL DU DÉPARTEMENT

Sous-
trésorier.

7. Le lieutenant-gouverneur en conseil nommé, par commission, un assistant-trésorier. S. R. (1909), 801.

Fonction-
naires et
commis du
département.

8. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme les officiers et commis nécessaires à l'administration des affaires du département.

Nature de
leurs devoirs.

La nature de leurs devoirs respectifs, dans les matières qui ne sont pas expressément réglées par la loi, est celle qui leur est assignée, de temps à autre, par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, ou, subsidiairement, par le trésorier. S. R. (1909), 802.

SECTION III

DU BUREAU DE LA TRÉSORERIE

Bureau de la
trésorerie.

9. Il y a un bureau de la trésorerie pour s'enquérir des affaires qui lui sont soumises par le trésorier de la province et en faire rapport, et pour les fins mentionnées dans toutes lois concernant toutes matières relevant du département du trésor. S. R. (1909), 878.

10. Le bureau de la trésorerie se compose du trésorier de la province, du ministre des terres et forêts et du procureur général. Sa composition.

Le trésorier est le président et l'assistant-trésorier est, par la nature de sa charge, le secrétaire de ce bureau. Ses président et secrétaire.
S. R. (1909), 879.

11. Le bureau de la trésorerie, sur rapport de l'auditeur, peut adopter des règlements concernant le système de comptabilité qui doit être suivi dans les départements et par les sous-comptables de la province, l'émission des mandats et les comptes à rendre des deniers publics, et peut, de temps à autre, amender ou révoquer ces règlements. Règlements du bureau.
S. R. (1909), 880.

12. Si l'auditeur refuse de certifier qu'un mandat peut être émis, pour la raison que la somme n'est pas réellement payable, ou que ce mandat excède l'autorisation donnée par le lieutenant-gouverneur en conseil, ou pour toute raison autre que celles qu'il n'y a pas d'autorisation de la Législature, le bureau de la trésorerie, sur un rapport à ce sujet préparé par l'auditeur et par l'assistant-trésorier, prononce sur l'objection de l'auditeur, et peut la maintenir ou ordonner l'émission du mandat, à sa discrétion. Pouvoir du bureau, si l'auditeur refuse de certifier un mandat.
S. R. (1909), 881.

13. Le bureau de la trésorerie peut interroger toute personne sous serment, au sujet de toute affaire qui lui est soumise par le trésorier de la province. Pouvoir d'interroger sous serment.

Tout membre du bureau peut administrer ce serment. Réception du serment.
S. R. (1909), 882.

14. Le bureau de la trésorerie peut émettre, au besoin, une assignation, enjoignant à toute personne y nommée de comparaître devant lui, aux temps et lieu qui y sont mentionnés, pour rendre témoignage sur des matières qui sont à sa connaissance, touchant les affaires soumises au bureau, et, si le bureau le désire, d'apporter avec elle et lui fournir les documents, papiers ou choses qu'elle peut avoir en sa possession relativement à ces affaires. Assignation de témoins.

Cette assignation est signée par le président et contre-signée par le secrétaire du bureau. Signature des assignations.
S. R. (1909), 883.

15. Si, à raison de la distance à laquelle réside une personne dont le témoignage est requis par le bureau de la trésorerie, du lieu où se tiennent ses séances, ou pour toute autre cause, le bureau le juge à propos, Réception de témoignages par un commissaire dans certains cas.

il peut émettre une commission sous le seing du président et le contresing du secrétaire du bureau à toute personne y dénommée, l'autorisant à prendre ce témoignage et à lui en faire rapport.

Pouvoir du commissaire d'interroger les témoins.

Ce commissaire, après avoir prêté serment de remplir fidèlement le devoir qui lui est confié par cette commission, a, relativement à ce témoignage, les mêmes pouvoirs que le bureau, ou que tout membre d'icelui aurait eus, si ce témoignage eût été rendu devant lui.

Assignation de témoins.

Ce commissaire peut, au besoin, émettre sous son seing une assignation aux fins de contraindre tout témoin à comparaître devant lui, ou à produire devant lui les documents, papiers ou choses qui ont rapport à l'affaire au sujet de laquelle la commission a été émise. S. R. (1909), 884.

Défaut de comparution des témoins assignés, etc.

16. Si quelque personne ainsi assignée à comparaître devant le bureau de la trésorerie ou devant le commissaire nommé par lui, manque, sans valables excuses, de comparaître ou, sur ordre de produire les documents, papiers ou choses en sa possession, manque de les produire, ou refuse d'être assermentée ou de répondre aux questions légales et pertinentes qui lui sont faites par le bureau ou par ce commissaire, cette personne encourt, pour chaque telle offense, une pénalité de cent dollars, et peut être traitée par le bureau de la trésorerie ou par le commissaire nommé par lui, comme si elle avait refusé d'obéir à l'ordre d'un tribunal et s'était rendue coupable de mépris de cour. S. R. (1909), 885.

SECTION IV

DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Composition du fonds consolidé.

17. Les revenus, de quelque source qu'ils proviennent ou soient reçus, et dont la Législature a droit d'allocation, forment un fonds consolidé du revenu, qui est affecté au service public de la province, S. R. (1909), 803.

Charges dont il est grevé.

18. Le fonds consolidé du revenu est permanentement grevé de toutes les charges et dépenses occasionnées par sa perception et sa régie.

Vérification.

Ces charges et dépenses sont néanmoins sujettes à l'audition et au contrôle de la Législature. S. R. (1909), 804.

Dettes dont il est grevé.

19. Le fonds consolidé du revenu est également chargé des emprunts et autres dettes déjà contractées, ou qui peuvent l'être en vertu d'une loi de la Légis-

lature, par le gouvernement de la province, au moyen de l'émission d'obligations provinciales ou autrement, ainsi que des intérêts de ces obligations, emprunts ou dettes, et des fonds d'amortissement créés pour leur extinction. S. R. (1909), 805.

20. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, chaque fois qu'il considère à propos d'en agir ainsi, ordonner au trésorier de placer toute partie du fonds consolidé du revenu, qui n'est pas dans le moment requise pour faire face aux dépenses, en effets publics du gouvernement du Canada; et peut ultérieurement, chaque fois que le besoin s'en fait sentir pour rencontrer les dépenses, l'autoriser d'en faire, pour cette fin, la vente ou la réalisation, en la forme, aux conditions et pour les montants qui sont considérés comme les plus avantageux pour le bien public. S. R. (1909), 806.

Placement de partie du fonds consolidé.

21. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, dans le cas de besoins provenant d'insuffisance du revenu, produite par des causes imprévues, autoriser le trésorier à effectuer les emprunts temporaires requis, au débit du fonds consolidé du revenu, de la manière, en la forme et pour les montants, remboursables aux périodes de temps et portant des taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par an, que le lieutenant-gouverneur en conseil juge à propos; mais ces emprunts ne doivent pas excéder le montant du déficit du fonds consolidé du revenu, pour rencontrer les charges dont il est grevé par la loi, et ne doivent être employés à aucune autre fin. S. R. (1909), 807.

Emprunts temporaires

Réserve.

SECTION V

DU FONDS SPÉCIAL AFFECTÉ AU PAIEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE

22. Le et après le premier juillet 1907, toutes les sommes d'argent provenant :

Fonds affecté au rachat de la dette consolidée.

a) De la vente des biens seigneuriaux ne faisant pas partie des biens des Jésuites et appartenant au domaine de la couronne, ou des montants reçus en commutation de quelque partie de ces biens; et

b) De la vente des biens dévolus ou qui seront dévolus à la couronne par déshérence; ne sont pas affectées aux services ordinaires de l'administration, mais constituent un fonds spécial pour le rachat de la dette consolidée de la province. S. R. (1909), 808.

23. Les deniers provenant des sources ci-dessus mentionnées sont placés annuellement, par le trésorier

Placement de ce fonds.

de la province, en bons, obligations ou rentes inscrites du Canada, de quelque une des provinces du Canada ou de la Grande-Bretagne, ou de tout gouvernement étranger, ou de toute municipalité du Canada, que le lieutenant-gouverneur en conseil approuve. S. R. (1909), 809.

Emploi de
l'intérêt pro-
venant des
placements

24. Les dividendes ou l'intérêt provenant des placements comme susdit sont affectés au paiement de l'intérêt de la dette consolidée de la province. S. R. (1909), 810.

Destination
du fonds.

25. Ce fonds spécial est affecté au rachat des bons, obligations ou rentes inscrites émis par la province pour les divers emprunts constituant sa dette consolidée, à mesure qu'ils deviennent dus et payables, ou le fonds ou toute partie d'icelui peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, être affecté par le trésorier de la province au rachat de tous bons, obligations ou rentes inscrites des divers emprunts constituant la dette consolidée de la province, quand la chose est jugée opportune dans l'intérêt de la province. S. R. (1909), 811.

Rachat des
emprunts.

26. Lorsque l'un des emprunts constituant la dette consolidée de la province est dû et devient payable, ou lorsqu'il est jugé opportun dans les intérêts de la province de racheter des bons, obligations ou rentes inscrites de quelque un des emprunts constituant la dette consolidée, comme il est dit dans l'article 25, le trésorier de la province, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, fait la vente ou dispose des placements du fonds spécial, ou de telle partie de ces placements qui est requise à cette fin, et en applique le produit au rachat de l'emprunt échéant, ou à l'achat de bons, d'obligations ou de rentes inscrites, comme il est dit ci-dessus. S. R. (1909), 812.

Publication
de l'état.

27. Un état de ce fonds spécial est publié chaque année dans les comptes publics de la province. S. R. (1909), 813.

SECTION VI

DU MANIEMENT DES DENIERS PUBLICS

Définition de
certains mots.

28. Les mots "revenu", "revenu public" et "deniers publics" signifient les revenus et deniers publics de quelque source qu'ils proviennent, soit que ces revenus et deniers appartiennent à la province, soit qu'ils soient gardés par la province ou perçus et gardés en mains

par des officiers de la province, pour ou au compte de, ou en fidéicommiss pour quelque autre province formant partie de la puissance, ou pour la puissance, ou pour le gouvernement impérial, ou pour toute personne. S. R. (1909), 828.

29. Les revenus sont versés, par l'intermédiaire des officiers, banques ou personnes, au crédit du trésorier de la province de la manière que celui-ci le prescrit. S. R. (1909), 829.

30. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer les époques auxquelles les officiers du revenu doivent rendre compte et faire la remise des deniers publics qui sont venus en leur possession, et régler la manière de le faire; mais ces comptes sont rendus et ces paiements sont faits par ces officiers au moins une fois tous les trois mois. S. R. (1909), 830.

31. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi fixer les époques auxquelles les licences sur lesquelles il y a des droits à payer, et les timbres pour la perception du revenu doivent être émis, désigner les officiers qui doivent les émettre, et régler la manière et la forme de le faire. S. R. (1909), 831.

32. Tout officier du revenu, en recevant des deniers publics, doit les déposer aussitôt, en son nom officiel, dans la banque que le trésorier indique; et nuls deniers ainsi déposés ne doivent être retirés, si ce n'est pour les placer au crédit du trésorier, sur l'ordre écrit ou le chèque officiel de l'officier qui les a ainsi déposés, ou de son successeur, auquel la banque doit donner un certificat en double, constatant que ces deniers ont été ainsi crédités.

Toutefois, lorsque ces deniers sont reçus dans quelque place où il n'y a pas de banque dans laquelle ils puissent être convenablement déposés, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner qu'il en soit disposé en la manière qu'il juge à propos. S. R. (1909), 832.

33. Tout officier du revenu doit tenir son livre de caisse régulièrement écrit jour par jour, et tous les livres, comptes et papiers de cet officier doivent être, en tout temps, durant les heures du bureau, ouverts à l'inspection de toute personne autorisée par le trésorier de la province à faire cet examen. S. R. (1909), 833.

Dépôt des deniers versés au crédit du trésorier.

34. Les deniers publics versés au crédit du trésorier de la province sont déposés dans les banques qu'il désigne. S. R. (1909), 834.

Mode de paiement des deniers publics.

35. A moins de dispositions spéciales, le paiement de deniers publics affectés aux besoins de cette province se fait à même le fonds consolidé du revenu en vertu d'un mandat du lieutenant-gouverneur signé par lui ou par le député auquel il donne commission de le faire, et adressé au trésorier de la province.

Redditions de comptes.

Les personnes chargées de l'emploi de ces deniers doivent en rendre compte avec production des pièces justificatives, en la manière et aux époques prescrites par le lieutenant-gouverneur et à l'officier qu'il indique. S. R. (1909), 835.

Mode de la dépense des deniers publics.
Signature des chèques.

36. Toute dépense de deniers publics, sur un mandat du lieutenant-gouverneur, est faite par un chèque officiel tiré sur une banque.

Ce chèque est signé par le trésorier de la province ou l'assistant-trésorier, et contresigné par l'auditeur de la province.

En l'absence de l'assistant-trésorier ou de l'auditeur, tout autre officier du département, qui a été désigné par l'assistant-trésorier ou par l'auditeur pour cet objet, avec l'approbation du trésorier de la province, peut signer ou contresigner le chèque. S. R. (1909), 836.

Comment la demande de dépense est faite.

37. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer par quels départements, et d'après quels règlements sous d'autres rapports les demandes pour la dépense des deniers publics sont transmises au département du trésor, et nulle telle dépense ne peut être faite ou autorisée, ni un mandat émis à cette fin, à moins qu'une demande ne parvienne directement au département du trésor de la manière ainsi indiquée. S. R. (1909), 837.

Dépôt à intérêt des balances de subventions scolaires.

38. Le trésorier de la province doit déposer à intérêt toute balance non retirée des allocations faites par la Législature spécialement pour des fins d'instruction publique, tant pour les protestants que pour les catholiques romains, et donner, dans les comptes publics, un état de ces montants et de l'intérêt touché sur iceux.

Au crédit de oui.

Ces montants, avec l'intérêt d'iceux, sont placés au crédit du surintendant de l'instruction publique et payés par lui en la manière prescrite dans la Loi de l'instruction publique (chap. 133). S. R. (1909), 838.

SECTION VII

DES DÉPÔTS JUDICIAIRES ET AUTRES

§ 1.—*Du bureau des dépôts et consignation*

39. Le département du trésor est un bureau général de dépôts pour la province. S. R. (1909), 839. Bureau des dépôts.

40. Lorsque des deniers ou des valeurs y sont déposées, le trésorier de la province en délivre un récépissé au déposant, et si la créance ou l'obligation que l'on veut payer par le dépôt est enregistrée, un récépissé en double, spécifiant le montant déposé ainsi que la nature et la cause du dépôt; le récépissé est dressé en la forme que prescrit le trésorier de la province. S. R. (1909), 840. Reçus de dépôts.

41. Ce récépissé fait preuve du dépôt et des faits qu'il a pour but de certifier, jusqu'à preuve du contraire. S. R. (1909), 841. Authenticité des reçus de dépôts.

42. Le trésorier de la province peut nommer des agents de dépôts du trésor. Ces agents peuvent être ainsi nommés pour un ou plusieurs districts judiciaires. S. R. (1909), 842. Agents de dépôts.

43. Les devoirs et pouvoirs des agents de dépôts du trésor, en tant qu'ils ne sont pas déterminés par la loi, sont prescrits et définis par le trésorier de la province. S. R. (1909), 843. Devoirs des agents, etc.

44. Le trésorier de la province peut prescrire la manière, le temps et la forme dans lesquels les dépôts et les paiements doivent être faits, et dans lesquels les comptes du bureau général de dépôts doivent être tenus et rendus. S. R. (1909), 844. Prescription du mode de faire les dépôts.

45. Le trésorier de la province doit voir à ce que les dépenses du bureau général de dépôts n'excèdent pas les intérêts ou les profits qui reviennent au trésor sur les sommes d'argent déposées; il déduit ces dépenses des intérêts ou profits, et, s'il reste un surplus, il est transporté au fonds consolidé du revenu et en forme partie. S. R. (1909), 845. Dépenses du bureau de dépôts.

§ 2.—*Des dépôts et des consignations*

46. Tout greffier des appels, protonotaire de la Cour supérieure, greffier de la Cour de circuit ou de la Cour de magistrat, qui, en sa qualité officielle, a reçu, personnel- Dépôts que doivent faire les protonotaires et greffiers.

lement ou par l'entremise de son député, à titre de dépôt judiciaire ou de consignation, une somme de cent dollars ou plus, doit déposer immédiatement cette somme au crédit du trésorier de la province, dans une banque ou autre institution monétaire qui lui est indiquée par le trésorier, et doit produire dans le dossier de la cause ou de la procédure dans laquelle il a reçu cette somme, le reçu du dépôt de la banque ou autre institution monétaire.

Dépôts que doivent faire les shérifs.

Tout shérif qui, en sa qualité officielle, a reçu personnellement ou par l'entremise de son député, soit comme prix d'une vente judiciaire, soit pour toute autre cause, une somme de cent dollars ou plus, doit déposer immédiatement cette somme, au crédit du trésorier de la province, dans une banque ou autre institution monétaire qui lui est indiquée par ce dernier, et produire, sans délai, au bureau du protonotaire ou du greffier, le reçu de la banque ou autre institution monétaire.

Dépôts de moins de \$100.00.

Quant aux sommes moindres que cent dollars reçues par ces officiers, elles doivent être déposées de la même manière dès qu'elles forment un montant total de cent dollars ou plus.

Agents du trésorier.

Ces officiers, par le seul fait de leurs charges, sont des agents du trésorier de la province pour les fins de la présente loi.

Effet du dépôt fait entre leurs mains.

Tout paiement fait entre leurs mains en vertu de la présente loi, est censé fait au trésorier de la province et comporte la garantie du gouvernement envers les personnes qui ont droit de retirer les sommes ou valeurs que l'on a ainsi consignées, pour leur en assurer le paiement.

Exception.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux dépôts faits en vertu de l'article 1143 du Code de procédure civile. S. R. (1909), 1480; 11 Geo. V, c. 32, s. 1.

Dépôts que doivent faire les curateurs aux cessions de biens.

47. Tout curateur à une cession de biens qui, en cette qualité, a reçu une somme de deux cents dollars ou plus, ou différentes sommes dont les montants réunis forment un total de deux cents dollars ou plus, doit immédiatement en faire le dépôt de la manière ci-dessus prescrite, et produire au bureau du protonotaire du district où la cession a été faite, le reçu de la banque ou autre institution monétaire où les deniers ont été déposés. S. R. (1909), 1480a; 8 Geo. V, c. 27, s. 1.

Dépôts que doivent faire les coroners.

48. Tout coroner qui, dans l'exercice de ses fonctions, a reçu, personnellement ou par l'intermédiaire de son député, quelque somme d'argent excédant cent

dollars, doit immédiatement en faire le dépôt de la manière ci-dessus prescrite. S. R. (1909), 1481.

49. Tout huissier de la Cour supérieure qui a reçu, une somme de deniers provenant d'une saisie ou d'une vente judiciaire et excédant cent dollars, doit, s'il n'a pas remis, distribué ou payé cette somme avant de faire son rapport, la déposer, avec son rapport, au bureau du protonotaire ou du greffier du tribunal qui a émis le bref d'exécution. S. R. (1909), 1482.

Dépôts que doivent faire les huissiers.

50. Après l'expiration des quinze jours qui suivent la date de l'homologation, en entier ou en partie, d'un ordre de collocation, par jugement du tribunal, ou par ordonnance du juge, du protonotaire ou du greffier, le protonotaire ou le greffier doit, si aucune inscription en appel ni aucune opposition au jugement ou à l'ordonnance ne lui a été signifiée, transmettre, sans délai, au trésorier de la province, une copie du jugement ou de l'ordonnance, avec un certificat sous sa signature et le sceau du tribunal, attestant qu'aucune inscription en appel et aucune opposition ne lui a été signifiée dans la période de quinze jours après la date de l'homologation de l'ordre de collocation; et le trésorier de la province, sur réception de ces jugement ou ordonnance et certificat, paye immédiatement les sommes de deniers ainsi distribuées, en délivrant au shérif ou à l'officier qui a droit de les recevoir, ses ordres ou chèques en faveur de chacune des personnes mentionnées dans l'ordre de collocation homologué, pour le montant qui lui est accordé. S. R. (1909), 1483, § 1.

Distribution de deniers s'il n'y a pas d'appel ou d'opposition.

51. Si appel du jugement ou de l'ordonnance a été interjeté ou qu'une opposition ait été produite sur une ou quelques-unes des collocations, le protonotaire ou le greffier le constate dans son certificat, et le trésorier de la province ne doit payer les collocations contestées qu'après jugement final sur le litige ou lorsque le litige a été réglé tel que ci-après prévu. S. R., (1909), 1483, § 2.

Devoir du trésorier au cas d'appel ou de contestation du jugement d'homologation.

52. Quiconque veut interjeter appel du jugement ou de l'ordonnance d'homologation ou y faire opposition, doit, dans les quinze jours de la date du jugement ou de l'ordonnance, produire au greffe du tribunal, en la faisant signifier au protonotaire ou au greffier, une copie de l'inscription en appel ou de l'opposition. Le protonotaire ou le greffier fait une entrée du document

Signification de l'opposition ou de l'appel au greffier.

dans le registre du tribunal et ce document forme partie du dossier. S. R. (1909), 1483, § 3, *partie*.

Défaut de signification de l'opposition ou de l'appel dans les délais.

53. Lorsque aucune inscription en appel ni aucune opposition n'est signifiée au protonotaire ou greffier du tribunal dans ledit délai de quinze jours, il est procédé au paiement des diverses sommes de deniers mentionnées dans le jugement ou l'ordonnance d'homologation; mais le défaut d'en appeler ou de former opposition dans ce délai de quinze jours ne prive pas celui qui y a droit de se pourvoir en appel ou de former opposition dans les délais fixés par la loi, et, s'il a gain de cause, de recouvrer les deniers que le jugement final lui adjuge de la personne qui les a reçus en vertu du premier jugement. S. R. (1909), 1483, § 3, *partie*.

Quand les deniers sont remis au cas d'appel ou d'opposition.

54. Lorsqu'un appel a été interjeté ou qu'une opposition a été faite, dans le dit délai de quinze jours et que cet appel ou cette opposition a été dénoncé au protonotaire ou au greffier, tel que prescrit en l'article 52, les deniers qui sont affectés par cet appel ou par cette opposition ne doivent pas être payés avant que le litige soit définitivement décidé par un jugement final et dont il n'y a pas d'appel; et le protonotaire ou le greffier du tribunal ne doit accorder son certificat pour le paiement des deniers, qu'après qu'il a été déposé, au greffe de la Cour supérieure, si la distribution des deniers a lieu en la Cour supérieure, une copie du jugement du tribunal qui a rendu le jugement final et dont il n'y a pas d'appel, ou un certificat du greffier des appels, ou du registraire de la Cour suprême, ou du Conseil privé de Sa Majesté, attestant que l'appel a été déserté et abandonné, ou un certificat du protonotaire constatant la discontinuation de l'appel ou de l'opposition; et, si la distribution des deniers se fait en la Cour de circuit ou en la Cour de magistrat, une copie du jugement sur l'opposition, ou un certificat du greffier du tribunal attestant que l'opposition a été discontinuée. S. R. (1909), 1483, § 4.

Distribution des deniers du consentement des intéressés.

55. Dans tous les cas, lorsqu'un consentement au paiement des deniers, signé par toutes les parties intéressées dans la cause et certifié par le protonotaire ou le greffier, a été reçu par le trésorier de la province, celui-ci doit immédiatement payer les deniers déposés en délivrant au shérif ou à l'officier autorisé à les recevoir ses chèques ou ordres en faveur des personnes désignées dans le consentement pour le montant qui leur est respectivement attribué. S. R. (1909), 1483, § 5.

56. Une personne qui désire payer une somme d'argent à un créancier qui refuse de la recevoir, ou qui est absent du lieu où la dette est payable, peut déposer cette somme au bureau du trésorier de la province, avec un écrit indiquant la nature de la dette, le titre ou le contrat qui l'a créée et les personnes auxquelles elle désire que cette somme soit payée.

Dépôt de créances, au cas de refus ou d'absence des créanciers.

L'offre de paiement que comporte ce dépôt libère le débiteur des intérêts pour l'avenir, si le créancier refuse, sans droit, de l'accepter; et les deniers déposés pour un créancier absent du lieu où la dette est payable, cessent aussi de porter intérêt contre le débiteur, si le montant est suffisant. S. R. (1909), 1484.

Effet du dépôt.

57. Le trésorier de la province doit payer à demande, au créancier ainsi désigné, le montant déposé, sauf le droit du déposant, si le reçu du dépôt n'a pas été enregistré et si la somme n'a pas été consignée devant le tribunal comme offre réelle, de retirer son dépôt avant qu'il soit demandé par le créancier. S. R. (1909), 1485.

Droits du créancier et du dépôt.

58. Lorsqu'une personne désire payer une somme d'argent qui lui est demandée pour des réclamations en contestation, elle peut déposer cette somme au bureau du trésorier de la province. S. R. (1909), 1486.

Dépôt de sommes en contestation.

59. Dans le cas mentionné dans l'article 58, le trésorier de la province doit payer le montant déposé au réclamant, qui produit et dépose une copie authentique d'un jugement d'une cour de justice l'autorisant à toucher la somme d'argent, sauf le droit du déposant, si le reçu du dépôt n'a pas été enregistré et si la somme n'a pas été consignée devant le tribunal comme offre réelle, de retirer son dépôt avant qu'il soit demandé par le réclamant. S. R. (1909), 1487.

Paiement par le trésorier.

Droit du déposant.

60. Dans le cas de dépôt volontaire d'un montant destiné à payer une créance constatée dans un écrit enregistré, le débiteur doit déposer et faire enregistrer un double du récépissé du dépôt au bureau d'enregistrement où le titre de créance est enregistré. Le registrateur inscrit une mention de cet enregistrement en marge de l'enregistrement du titre ou de l'écrit constatant la créance, et ces enregistrement et mention annulent l'enregistrement de la créance comme l'aurait fait la mention d'une décharge que le créancier aurait consentie pour le même montant. S. R. (1909), 1488.

Enregistrement du reçu de dépôt.

Effet de tel enregistrement.

Reddition de
comptes des
officiers de
justice.

61. Tout shérif, protonotaire, greffier de la Cour de circuit, greffier de la Cour de magistrat, ou autre officier judiciaire doit, entre le premier et le onzième jour des mois de janvier, avril, juillet et octobre de chaque année, rendre au trésorier de la province un compte détaillé et attesté sous serment de toutes les sommes d'argent qu'il a reçues en sa capacité officielle, qu'il ait ou non déposé ces sommes au bureau du trésorier de la province en vertu des dispositions de la présente section. S. R. (1909), 1489.

Saisie des de-
niers dépo-
sés.

62. Les deniers déposés en vertu de la présente section peuvent être saisis entre les mains du trésorier de la province, en la manière ordinaire, par saisie-arrêt en mains tierces avant ou après jugement. S. R. (1909), 1490.

Dépôt des
cautionne-
ments.

63. Lorsqu'une caution judiciaire ou la caution d'un officier public, ou un tuteur ou administrateur judiciaire, désire payer le montant de son cautionnement ou le montant du reliquat de son compte légalement rendu, il peut déposer ce montant entre les mains du trésorier de la province en vertu de la présente section, et, sur la production du reçu du dépôt, il devient exempt des frais de toutes procédures prises subséquemment contre lui par rapport à ce cautionnement ou à ce reliquat de compte. S. R. (1909), 1491.

Effet de ce
dépôt.

Responsabi-
lité des offi-
ciers man-
quant de se
conformer
à cette sec-
tion.

64. Tout officier public qui manque de se conformer aux dispositions de la présente section, peut être destitué de sa charge et encourt, en outre, une amende n'excédant pas deux cents dollars, qui appartient à la province et est recouvrée au nom de la couronne, par action ordinaire, devant un tribunal ayant juridiction pour le montant réclamé; à défaut de paiement de l'amende imposée par le tribunal, l'officier peut être emprisonné dans la prison commune pour une période de temps n'excédant pas trois mois. S. R. (1909), 1492.

Paiement par
le trésorier
des sommes
déposées.

65. Le trésorier de la province peut payer, à même les dépôts de sommes moindres que cent dollars faits au département du trésor, sur certificat du protonotaire ou du greffier du tribunal, mentionnant le nom des personnes et le montant qu'elles ont droit de recevoir, les sommes déposées, en tout ou en partie, sauf le cas où un jugement de distribution a été rendu. S. R. (1909), 1493.

§ 3.—*Du paiement des réclamations du gouvernement à même les dépôts entre les mains du trésorier de la province*

66. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à retenir, sur tout dépôt fait au département du trésor, en vertu d'un statut ou autrement, le montant de toute créance qui peut être due à la couronne par la personne qui a fait le dépôt ou à qui le dépôt est payable, et d'appliquer cette somme à l'acquittement de cette créance. S. R. (1909), 902.

Rétention sur tout dépôt, de montants dus à la couronne.

SECTION VIII

DES COMPTES RENDUS PAR LES INSTITUTIONS SUBVENTIONNÉES

67. Les institutions et les établissements qui sont soutenus par des allocations publiques, doivent rendre leurs comptes en détail tous les trois mois, ou plus souvent si le trésorier de la province le juge convenable, afin qu'ils soient examinés, en les faisant accompagner des pièces justificatives de rigueur pour justifier l'emploi des deniers qu'ils ont reçus; et, chaque fois que ces comptes ou pièces justificatives sont insuffisants ou irréguliers, ou ne sont point rendus ou transmis à sa satisfaction, le trésorier doit enjoindre aux parties de suppléer aux omissions et de rectifier les irrégularités, et suspendre les avances ou paiements ultérieurs en faveur de l'institution ou de l'établissement, jusqu'à ce que les comptes et documents soient produits dans une forme convenable. S. R. (1909), 866.

Reddition de comptes par certaines institutions.

Conséquence du défaut de les rendre.

68. Les institutions, établissements, associations et corps subventionnés ou recevant des allocations publiques, doivent transmettre, chaque année, le ou avant le trente et unième jour de juillet, en la forme que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, déterminer, un rapport complet et entier sur leurs condition, administration et progrès, et aussi tout tableau de statistiques que peut, de temps à autre, leur demander le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 867.

Rapports annuels par certaines institutions.

69. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, prescrire à quels départements les différents comptes et rapports mentionnés dans les articles 67 et 68 seront rendus, pour être transmis au département du trésor; à défaut d'ordonnance à cet effet, ils doivent être rendus directement au département du trésor. S. R. (1909), 868.

Départements auxquels ils sont faits.

SECTION IX

DE L'ENREGISTREMENT DES BONS OU OBLIGATIONS ÉMIS SUR LE CRÉDIT DE
LA PROVINCE

Enregistre-
ment des bons
et obligations
de la pro-
vince.

70. Le porteur de tout bon ou obligation, qui a été ou qui sera émis par le trésorier de la province, sur le crédit de la province, en vertu de toute autorisation générale ou spéciale, a le droit d'obtenir l'enregistrement, quant au principal de tout bon ou obligation, en son nom, par le trésorier de la province, aux termes et conditions qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer. 11 Geo. V, c. 4, s.1.

Règlements
par le lt-
gouv. en con-
seil.

71. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter les règlements nécessaires pour la mise à exécution des dispositions de la présente section, pourvoyant, entre autres choses, aux honoraires à payer et aux formalités exigibles pour chaque enregistrement et pour chaque transfert de tout tel bon ou obligation. 11 Geo. V, c. 4, s. 2.

Exécution de
la loi.

72. Sauf les dispositions spéciales à ce contraires, le trésorier de la province est chargé de l'exécution de la présente loi.
